

Monsieur le président, chers collègues, Mesdames et Messieurs, c'est un honneur pour moi de prendre la parole devant cette illustre assemblée.

Les Nations Unies sont la manifestation même de l'engagement que nous avons tous pris de contribuer à la paix et à la sécurité et de créer de meilleures conditions de vie dans un plus grand climat de liberté.

Pour sa part, le gouvernement que je représente n'a jamais cessé de renforcer son action sur la scène internationale.

Le gouvernement canadien est un interlocuteur responsable et nous ne prenons pas notre engagement à la légère. Nous sommes guidés par des principes inébranlables.

L'engagement du Canada n'est pas lié seulement à nos intérêts, mais surtout aux valeurs qui animent les Canadiens et qui ont pour nom liberté, droits de la personne, démocratie et primauté du droit.

Ce sont ces valeurs qui sous-tendent notre présence en Afghanistan, à Haïti, au Soudan et ailleurs.

Et ce sont ces mêmes valeurs et aspirations que l'on retrouve dans le préambule de la Déclaration universelle des droits de l'homme : « La dignité inhérente à tous les membres de la famille humaine et leurs droits égaux et inaliénables constituent le fondement de la liberté, de la justice et de la paix. »

Par ailleurs, l'article premier de la Déclaration précise que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits ».

Ce ne sont pas des principes abstraits. Ce sont des principes concrets, qui ont des effets immédiats et profonds.

Il ne suffit pas de les promouvoir. Il faut les protéger et les défendre, en particulier lorsqu'ils sont bafoués en Afghanistan, en Birmanie, au Soudan, en Iran et ailleurs.

Monsieur le président, à Kaboul, le secrétaire général Ban Ki-moon a réaffirmé le désir de l'ONU de stabiliser l'Afghanistan.

Le Canada a mis en œuvre son engagement politique et ses capacités pratiques pour rétablir la sécurité, la démocratie, les droits de la personne et la prospérité dans ce pays.

Le Canada est d'avis que c'est l'ensemble de la communauté internationale qui doit appuyer la reconstruction de l'Afghanistan. Des organisations internationales, telles que l'ONU, l'OTAN et la Banque mondiale, doivent travailler ensemble pour atteindre cet objectif commun.